

# BOLIVIE-VENEZUELA. NON À L'INGÉRENCE AMÉRICAINE !

page 11

**6 958**  
abonnés  
reçoivent ce numéro.  
Et vous ?  
(page 16)

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



## FAILLITES EN CHAÎNE À WALL STREET LICENCIEMENTS PAR MILLIERS...

# LA SPIRALE DE LA CRISE

### DES MESURES D'URGENCE S'IMPOSENT POUR PROTÉGER LES TRAVAILLEURS ET LA POPULATION

pages 3 et 4

### Retrait des troupes françaises d'Afghanistan ! Pas un sou, pas une arme pour la guerre !

Le 20 septembre, le POI participera  
à la manifestation à Paris  
contre la présence des troupes françaises  
en Afghanistan, à 14 heures,  
place de la République. page 8

**L'actualité politique et sociale**  
**Un "caténériste" répond  
aux contre-vérités  
du président de la SNCF.** page 5

**L'actualité politique et sociale**  
**La "laïcité positive"  
de Benoît XVI  
et Nicolas Sarkozy.** page 6

**Dossier**  
**L'enseignement supérieur  
et la recherche menacés  
de démantèlement.** page 7

**Vie du parti**  
**Appel pour reconstruire  
les zones sinistrées dans  
le département du Nord.** page 8

**L'actualité internationale**  
**Une délégation internationale  
a été reçue à Bruxelles.** page 13

**Dossier international**  
**Haïti : un pays sous occupation  
militaire depuis 4 ans.** page 14



(AFP)

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.  
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

**J**USQU'À dimanche, c'était la quatrième banque d'investissement des Etats-Unis. Depuis lundi, Lehman Brothers est la plus grande faillite de l'histoire de ce pays. Le correspondant des *Echos* à New York écrit : « *Stupeur. Ebahissement (...). A quelle catastrophe faut-il s'attendre demain ?* » (1). C'est tout le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production qui fait banqueroute. Pour le Parti ouvrier indépendant (POI), cela confirme la perspective historique « *d'en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression, d'abolir le patronat et le salariat, d'établir une société de justice et d'égalité fondée sur la socialisation des moyens de production et d'échanges* » (2).

On peut ne pas partager cette position. Mais qui peut accepter la menace de Joaquin Almunia, commissaire européen aux Affaires économiques, pour qui il faudra « *respecter* » les règles budgétaires du pacte de stabilité malgré la crise financière qui n'est « *pas terminée* » (3) ? Tout le monde comprend ce que cela signifie : accélérer les contre-réformes, les fermetures d'usines, les licenciements, la liquidation des services publics ! Recevant la délégation de militants ouvriers de toute l'Europe (lire p. 13), le représentant de l'Union européenne a osé déclarer qu'il était

## "Au sens de 1789" ?

normal que soient violés les droits ouvriers consignés, dans chaque pays, dans les Codes du travail, car les traités européens leur sont supérieurs ! Peut-on accepter ?

Les dirigeants du Parti socialiste persistent dans leur soutien au traité de Lisbonne. Les dirigeants du PCF se félicitent de la présence, à la Fête de *L'Humanité*, des ministres Albanel, Bocquel, Karoutchi ou Larcher. Quant au forum social européen (auquel participent les amis d'Olivier Besancenot), il appelle l'Union européenne à « *mener un autre type de politique économique* » (4). Comme si l'Union européenne pouvait faire autre chose qu'obéir aux diktats des capitalistes et spéculateurs !

Mais le peuple travailleur n'accepte pas. La révolte gronde. Même le grand patron Pébereau écrit : « *L'écart ne cesse de se creuser entre les salariés et la petite classe de privilégiés (...). Nous sommes à n'en pas douter dans une période prérévolutionnaire au sens de 1789* » (5).

Le POI l'affirme solennellement : il n'y a aucune obligation à se prosterner devant l'Union européenne et à accompagner les mesures du gouvernement Sarkozy. L'issue existe : le blocage de tous les plans de licenciements, la nationalisation ou renationalisation, sans indemnité ni rachat, de tous

les secteurs clés de l'industrie et des banques, le retour au service public et à la Sécurité sociale de 1945, le retrait de toutes les contre-réformes. Si l'Union européenne est capable de jeter dans la marmite de la spéculation des centaines de milliards pour compenser les pertes des capitalistes, alors un gouvernement souverain saura se saisir des moyens nécessaires pour satisfaire les revendications urgentes du peuple et le préserver de la marche au chaos, à la misère, à la précarité.

Pour notre part, nous estimons que l'issue passe par la rupture avec l'Union européenne. Que l'on partage ou non cette position, n'y a-t-il pas urgence à réaliser l'unité sur les revendications de sauvegarde du peuple travailleur et de la démocratie ?

Tel est le sens de la conférence d'unité que le POI vous invite, toutes et tous, à préparer. ■

(1) 16 septembre 2008.

(2) Manifeste du Parti ouvrier indépendant (POI).

(3) AFP, 16 septembre 2008.

(4) AFP, 16 septembre 2008.

(5) *Le Monde*, 16 septembre 2008.

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre  
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :  
Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

• Tirage : 20 000 exemplaires.

• Commission paritaire :  
0909 C85 410.

• ISSN : 0813 9500.

• Rédaction :

Informations ouvrières  
87, rue du F<sup>bs</sup>-Saint-Denis,  
CS 30016 - 75479  
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-  
abonnements :

Maïthé Dayan  
Tél. : 01 48 01 88 22  
01 48 01 88 41.

E-mail :  
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :  
à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016,  
75479 Paris Cedex

E-mail  
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

## Avalanches

PAR NICOLE BERNARD

**R**AREMENT, en un si court laps de temps, une telle avalanche de mesures anti-ouvrières et antisociales s'est abattue sur la classe ouvrière. Selon les prescriptions de l'Union européenne, tout devrait y passer : Sécurité sociale, enseignement, La Poste, la SNCF...

Les travailleurs et les militants sont sollicités par les dirigeants syndicaux Bernard Thibault, François Chérèque et Gérard Aschieri pour des journées d'action, manifestation le dimanche, jusqu'au pique-nique festif !

L'expérience montre que ce type d'actions n'a en aucun cas fait reculer le gouvernement. Le 7 octobre est présenté par Bernard Thibault comme une action rassembleuse. Quand on sait qu'il s'agit de manifester sous l'égide de la CSI pour « *un travail décent* » prôné par l'Union européenne pour détruire les droits acquis des travailleurs, on peut en douter !

Plutôt que de promouvoir une riposte unie, claire, sur des revendications précises, qui correspondrait aux attentes des travailleurs, ces propositions vont à l'inverse.

Il serait peu réaliste de croire que les travailleurs acceptent.

Une chose est déjà certaine, le sentiment de « *On n'y arrivera pas comme ça* » est tout aussi majoritaire que le refus des mesures de l'Union européenne.

On se souvient des multiples prises de position dans la CGT pour refuser « la position commune » avec le Medef. De même dans la FSU.

C'est l'union départementale CGT du Maine-et-Loire qui prend position contre

l'initiative du 7 octobre. C'est aussi l'émotion suscitée par le refus de Gérard Aschieri d'inclure dans la plate-forme revendicative d'une énième journée d'action le mot d'ordre de retrait des mesures Darcos.

La discussion du comité national fédéral de la Fédération santé-action sociale aboutit à ce que soit intégré dans la résolution le mot d'ordre de retrait du projet « *Patient, santé et territoires* ».

On sait que, dans l'unité, tous les syndicats de l'AP-HP se battent sur un mot d'ordre clair : « *Unis contre le démantèlement de l'AP-HP, pour le retrait du projet de la direction générale et du gouvernement, pour nos emplois et notre statut.* »

Des prises de position communes des syndicats CGT et FO pour faire du 23 septembre une grève massive contre la privatisation de La Poste, pour la défense du statut, se multiplient.

Comment comprendre, dans ce contexte, que Thibault et Chérèque, qui, rappelons-le, veulent présenter le 7 octobre à l'initiative de la CSI comme une journée de mobilisation, dénoncent comme une manœuvre la proposition d'une action interprofessionnelle pour « *bloquer le pays* » faite par FO (FO, en effet, refuse la proposition de faire du 7 octobre une pseudo-journée de mobilisation et s'en tient au cadre fixé par la CSI) ?

L'aspiration à l'unité est un processus en profondeur. Cette réalité est regardée par tous ceux qui refusent de rompre avec l'Union européenne avec inquiétude. Elle exige un dispositif à la mesure de cette inquiétude. ■

## Sarkozy et le pape : un duo européen

PAR JOACHIM SALAMERO

**T**ous les déplacements du pape ont une signification politique. Sa tournée en France le confirme. Au-delà des affirmations traditionnelles sur la doctrine, avec en prime, cette année, la célébration des « apparitions », tant dans ses discours à l'Élysée qu'aux Bernardins, le pape n'a pas manqué d'insister sur les origines chrétiennes de l'Europe. Cette Europe qui s'organise et fonctionne à partir des traités, dont le contenu corporatiste, donc antirépublicain, est indéniable. Un corporatisme qui a servi de support à toutes les chartes du travail de sinistre mémoire.

Pour les tenants de l'Union européenne, l'objectif déclaré, c'est l'Europe des régions, c'est-à-dire la fin de la République une et indivisible. En 1998, la Commission des évêques européens déclarait : « *L'Europe doit marcher sur deux pieds : le libéralisme et le communautarisme... La refondation de l'Europe doit traiter de la répartition de la souveraineté entre les Etats et respecter les traditions des régions.* »

Sur cette orientation politique, il y a un lien évident de collaboration permanente entre l'Église et les pouvoirs publics, et qui connaît une accélé-

ration considérable avec le président et le gouvernement actuels.

Ce président de la République qui, en plein accord avec celui de la Commission de Bruxelles, ne manque jamais d'insister, lui aussi, sur les origines chrétiennes de l'Europe.

Disparition des communes et des départements, renforcement des pouvoirs régionaux, perspective des macrorégions interfrontalières directement liées à l'Union européenne, voilà un programme destructeur qui fait l'objet d'un consensus entre de nombreuses formations politiques, et qui sera au centre de la campagne des élections européennes de 2009.

Quelques jours avant la visite papale, le Medef tenait son université d'été. Parmi les débats, notons : « *Dieu point d'appui et la prière pour levier* », « *le capitalisme à but non lucratif : du capitalisme créatif de Bill Gates au nouveau capitalisme de Mohamed Yunus* », avec la participation de Martin Hirsch, comme le soulignait l'un des orateurs au meeting de la Libre Pensée du 14 septembre, qui rassembla largement pour la défense de la séparation des Églises et de l'Etat.

Dans son discours de réception papale à l'Élysée, le président de l'Union européenne annonce clairement que « *la doctrine sociale de l'Église est en pleine résonance avec les enjeux de l'économie contemporaine mondialisée* ».

Autrement dit, au nom d'une Europe chrétienne ou prétendue telle, la contre-révolution avance sur plusieurs fronts :

— démantèlement de la République avec notamment la révision générale des politiques publiques (RGPP) ;

— détricotage de la laïcité ;

— régionalisation européenne des institutions ;

— promotion de la doctrine sociale corporatiste de l'Église, accompagnée de l'offensive contre le syndicalisme confédéré par le biais du syndicalisme dans la seule entreprise, considéré comme « *une communauté de personnes* ».

Il est clair qu'il faut donc se dégager, se séparer, et le plus tôt sera le mieux, de l'institution qui coordonne ce recul de civilisation : l'Union européenne. ■

### TRAIT LIBRE PAR JUJU

